



**Acquisition de 2 véhicules de type 4X4 double cabine pour le Projet « Développement rural durable basé sur l'approche genre dans six communes du nord Gorgol » (Convenio)**

## **Dossier d'appel d'offres**

### **Marché de fournitures**

**Référence : 18-C01-1205**

**Maître d'ouvrage : Caritas Mauritanie**

**Date limite de remise des offres : 19 novembre 2019**

**Acquisition de 2 véhicules de type 4X4 double cabine pour le Projet « Développement rural durable basé sur l'approche genre dans six communes du nord Gorgol» (Convenio), Référence 18-C01-1205**

# **Instructions aux soumissionnaires**

## **REFERENCE DE PUBLICATION : 18-C01-1205**

En présentant son offre, le soumissionnaire accepte la totalité, sans restriction, des conditions générales et particulières qui régissent ce marché, comme étant la seule base de cette procédure d'appel d'offres, quelles que soient ses propres conditions de vente, auxquelles il déclare renoncer. Les soumissionnaires sont réputés avoir examiné attentivement tous les formulaires, instructions, dispositions contractuelles et spécifications contenus dans ce dossier d'appel d'offres et s'y conformer. Le soumissionnaire qui ne fournit pas dans les délais requis toutes les informations et tous les documents nécessaires verra son offre rejetée. Aucune réserve émise dans l'offre par rapport au dossier d'appel d'offres ne peut être prise en compte ; toute réserve pourra donner lieu au rejet immédiat de l'offre sans qu'il soit procédé plus avant à son évaluation.

Les présentes instructions aux soumissionnaires définissent les règles de soumission, de sélection et de mise en œuvre des contrats dans le cadre du présent appel d'offres.

## **1 Prestations à fournir**

- 1.1 L'objet du marché est la fourniture et la livraison, par le titulaire de deux (2) véhicules tout terrain de type 4X4 double cabinet. Le véhicule sera utilisé sur les pistes de sa zone d'intervention.

- Moteur 4 cylindres diesel ou turbo diesel ;
- Puissance 100 CV minimum
- 5 places minimum assises ;
- Suspensions et pneumatiques adaptés à la circulation fréquente sur piste, avec boue et sable ;
- 2 roues de secours ;
- Climatisation ;
- Airbags conducteurs et passagers ;
- Livret d'utilisation ;
- Trousse à outils
- Garantie pièces et main d'oeuvre complète, sauf usure naturelle du véhicule : au minimum 24 mois ou 50 000 kilomètres, premier terme atteint.

La période de mise en œuvre du présent marché est fixée à 30 jours maximum à compter de la signature du contrat.

- 1.2 NA

- 1.3 Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à soumissionner pour une variante en complément à la présente soumission.

## **2 Participation**

- 2.1 La participation à la procédure est ouverte à toutes les personnes physiques et morales qui sont établies dans l'un des pays ACP et des Etats membres de l'Union Européenne, ainsi qu'aux organisations internationales.

## **3 Origine**

Sauf disposition contraire du contrat, tous les biens achetés doivent provenir d'un Etat membre de l'Union européenne ou de l'un des États ACP. Aux fins de la présente disposition, l'"origine" signifie l'endroit où les biens sont extraits, cultivés, produits ou manufacturés et/ou d'où les services sont prestés. L'origine des biens doit être déterminée en accord avec le code des douanes de l'Union européenne ou de la convention internationale applicable en l'espèce. Les biens provenant de l'Union européenne incluent ceux issus des pays et territoires d'Outre-mer.

## **4 Devise**

- 4.1 Les offres devront être libellées en MRU (Ouguiya). La devise de l'offre sera celle du contrat et du paiement.

## **5 Lot**

- 5.1 Le soumissionnaire ne peut faire qu'une offre pour le lot objet du présent marché (2 véhicules).
- 5.2 Le soumissionnaire peut faire figurer dans son offre le rabais global qu'il consent en cas d'attribution du marché. Le rabais doit être clairement indiqué, de telle manière qu'il puisse être annoncé lors de la séance d'ouverture publique des offres.

## **6 Période de validité**

- 6.1 Chaque soumissionnaire reste lié par son offre pendant une période de 90 jours à compter de la date limite pour la remise des offres.

## **7 Langue des offres**

- 7.1 Les offres, la correspondance et les documents associés aux offres échangés entre le soumissionnaire et le pouvoir adjudicateur doivent être rédigés dans la langue de la procédure qui est le français.

Lorsque les documents d'accompagnement fournis par le soumissionnaire ne sont pas rédigés dans une des langues officielles de l'Union européenne, une traduction dans la langue de l'appel d'offres devrait être jointe. Lorsque les documents d'accompagnement sont rédigés dans une des langues officielles de l'Union européenne, autre que celle de la procédure, il est néanmoins vivement recommandé de fournir une traduction dans la langue de la procédure, afin de faciliter l'évaluation des documents.

## **8 Présentation des offres**

- 8.1 Les offres doivent être reçues avant la date limite précisée au point 8.3. Elles doivent comporter tous les documents spécifiés au point 9 des présentes instructions et être envoyées ou déposées à l'adresse suivante :

**Caritas Mauritanie**  
**Ilot D 36**  
**BP : 515, Nouakchott**  
**Tel : +222 45 25 65 60 / 45 25 15 41**  
**République Islamique de Mauritanie**

Les offres se conformeront aux conditions suivantes :

- 8.2 Toutes les offres doivent être présentées en un (1) exemplaire original unique, marqué «original» et deux (2) copies signées de la même façon que l'original et portant la mention «copie».
- 8.3 Toutes les offres doivent parvenir à l'adresse indiquée au point 8.1 ci-dessus au plus tard le mardi 19 novembre 2019 à 16h00, par lettre recommandée avec accusé de réception ou délivrée par porteur contre reçu, qui devra être signé par le secrétariat de Caritas Mauritanie.
- 8.4 Toutes les offres, y compris les annexes, ainsi que toutes pièces justificatives doivent être présentées sous enveloppe scellée comportant uniquement :

**Caritas Mauritanie**  
**Ilot D 36**  
**BP : 515, Nouakchott**  
**République Islamique de Mauritanie**

**Appel d'offre 18-C01-1205**

**A ne pas ouvrir avant la séance d'ouverture des offres**

**« Nom du soumissionnaire »**

Les offres techniques et financières doivent être placées chacune dans une enveloppe scellée distincte. Toutes les enveloppes, ainsi que le support électronique, doivent ensuite être placées dans une autre enveloppe ou dans un paquet.

Toute modification ou retrait de l'offre soumise doit être soumise avant la date limite de remise de l'offre, dans les mêmes conditions tel qu'indiqué ci-dessus.

### 9 Contenu des offres

Toutes les offres présentées doivent être conformes aux exigences prévues dans le dossier d'appel d'offres et comprendre notamment :

#### Partie 1 : l'offre technique:

- La description détaillée des biens offerts conformément aux spécifications techniques, incluant, le cas échéant, la documentation requise.

#### Partie 2 : l'offre financière :

- Une offre financière, calculée sur une base DDP<sup>1</sup>, pour les biens offerts.
- Une version électronique de l'offre financière.

### 10 Taxes et autres charges

Le présent marché est exonéré des taxes d'importation, de la TVA et des droits de timbre et d'enregistrement.

### 11 Ouverture des offres

- 11.1 Les offres seront ouvertes en séance publique le vendredi 22 novembre 2019 à 09h30 par le comité désigné à cet effet. Un procès verbal sera rédigé par le comité et sera disponible sur demande.
- 11.2 Toute tentative d'un soumissionnaire visant à influencer le comité d'évaluation dans la procédure d'examen, de clarification, d'évaluation et de comparaison des offres ou visant à obtenir des informations sur le déroulement de la procédure ou à influencer le pouvoir adjudicateur dans sa décision relative à l'attribution du marché entraîne le rejet immédiat de son offre.

### 12 Évaluation des offres

#### *12.1 Examen de la conformité administrative des offres*

Cette phase a pour objet de vérifier si l'offre est conforme, quant au fond, aux principales prescriptions du dossier d'appel d'offres. Une offre est jugée conforme lorsqu'elle respecte toutes les conditions de modalités et spécifications contenues dans le dossier d'appel d'offres, sans déviation ni restriction importante.

#### *12.2 Évaluation technique et financière des offres*

Après l'ouverture des plis, le Directeur, ou son mandataire, met en place une commission de sélection composée de personnes concernées par l'opération. Cette commission tient sa réunion, dans la semaine qui suit l'ouverture des plis. La bonne organisation de cette réunion est du ressort du Directeur ou de son mandataire. Le rôle de la commission est d'apprécier les différentes offres en les évaluant sur une échelle de 0 à 10 au regard des indications ci-dessous :

- ☞ 0 : l'offre ne correspond pas à la demande
- ☞ 1 : l'offre est très insuffisante (certains produits ou qualités n'y sont pas, prix excessif, doute sur la fiabilité du fournisseur, pas de garanties)
- ☞ 2 : l'offre est insuffisante
- ☞ 3 : l'offre est très médiocre (faible qualité des produits, prix excessif, absence de garanties)

---

<sup>1</sup> DDP (Delivered Duty Paid = Rendu droits acquittés) - Incoterms 2010 Chambre Internationale du Commerce - <http://www.iccwbo.org/incoterms/id3040/index.html>

- ☞ 4 : l'offre est médiocre
- ☞ 5 : l'offre est satisfaisante (les produits sont de qualité moyenne, prix élevé, pas de garanties)
- ☞ 6 : l'offre est assez satisfaisante
- ☞ 7 : l'offre est bonne (les produits sont de bonne qualité, le prix est raisonnable, le fournisseur est fiable, des garanties existent et sont fiables)
- ☞ 8 : l'offre est assez bonne
- ☞ 9 : l'offre est très bonne (les produits sont de bonne qualité, le fournisseur est fiable, les garanties sont excellentes, des avantages sont offertes : réduction de prix, remise à partir une certaines quantités etc.)
- ☞ 10 : l'offre est excellente (en plus de tous les éléments de 9, elle offre encore plus d'avantages)

La fiabilité d'un fournisseur est mesurée par l'existence physique d'un établissement à son nom dans le marché, l'existence d'un carnet de devis et de factures en son nom. Une visite sera organisée chez le fournisseur sélectionné, pour visualiser le modèle proposé.

Selon les produits et les offres, la commission peut décider de retenir plus d'un fournisseur, pour permettre à Caritas de bénéficier des meilleurs produits aux meilleurs coûts.

### **12.3 Publication des résultats**

Une semaine après les travaux d'examen, le Directeur ou son mansataire publie les résultats.

Une lettre est adressée à tous les soumissionnaires pour les informer du choix et des motivations de la commission d'achat.

## **13 Signature du contrat et garantie de bonne exécution**

13.1 L'attributaire est informé par écrit que son offre a été retenue. Il lui sera demandé de produire immédiatement les éléments suivants :

- Certificat d'origine du véhicule, signé du constructeur ;
- Quitus fiscal ;
- Attestation de régularité signée de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ;
- Numéro de registre de commerce ;
- Relevé d'identité bancaire pour le règlement.

13.2 Une fois ces éléments réunis, et au plus tard une semaine après, une proposition de contrat est soumise au(x) fournisseur(s) retenu(s). Si les éléments demandés ne sont pas réunis dans ce délai d'une semaine, le contrat ne sera pas proposé, et le marché deviendra attribué u fournisseur ayant obtenu la 2<sup>ème</sup> meilleure note, et ainsi de suite.

13.3 Dans un délai de 30 jours après la réception du contrat signé par le pouvoir adjudicateur, l'attributaire doit signer et renvoyer le contrat au pouvoir adjudicateur. Dès signature, l'attributaire devient le titulaire du contrat et le contrat entre en vigueur.

13.4 Après règlement le fournisseur produit une facture acquittée.

## **14 Annulation de la procédure d'appel d'offres**

En cas d'annulation d'un appel d'offres, les soumissionnaires doivent être avertis de l'annulation par le pouvoir adjudicateur. Lorsque l'appel d'offres est annulé avant la séance d'ouverture des offres, les enveloppes non ouvertes et scellées sont retournées aux soumissionnaires.

L'annulation peut intervenir dans les cas suivants :

- lorsque l'appel d'offres est infructueux, c'est-à-dire lorsque aucune offre méritant d'être retenue sur le plan qualitatif et/ou financier n'a été reçue ou lorsqu'il n'y a pas eu de réponse ;
- lorsque les éléments techniques ou économiques du projet ont été fondamentalement modifiés ;
- lorsque des circonstances exceptionnelles ou de force majeure rendent impossible la mise en œuvre normale du projet ;
- lorsque toutes les offres conformes sur le plan technique excèdent les ressources financières disponibles ;
- lorsqu'il y a eu des irrégularités dans la procédure, ayant notamment empêché une concurrence loyale ;
- L'adjudication n'est pas conforme au principe de bonne gestion financière.

Le pouvoir adjudicateur ne sera en aucun cas tenu de verser des dommages-intérêts, incluant sans restriction des dommages-intérêts pour manque à gagner, liés à l'annulation d'un appel d'offres, quand bien même le pouvoir adjudicateur aurait été informé de la possibilité de dommages-intérêts. La publication d'un avis d'appel d'offres n'engage nullement le pouvoir adjudicateur à mettre en œuvre le programme ou le projet annoncé.

### **15 Clause suspensive**

L'attribution du marché est conditionnée par la disponibilité des fonds et la signature du contrat de subvention entre le pouvoir adjudicateur et le bailleur du projet.

### **16 Voies de recours**

Si un soumissionnaire s'estime lésé par une erreur ou irrégularité commise dans le cadre d'une procédure de sélection ou de passation de marché, il peut déposer une plainte.



## Formulaire de soumission